

St-Ferdinand, janvier 2010

267 P NP DM100.2

Projet d'aménagement d'un parc éolien
dans la MRC de l'Érable

6211-24-020

Comité de promotion économique de St-Ferdinand, (CDPÉ)
821, Principale
St-Ferdinand, Québec
G0N 1N0

Mesdames, messieurs du conseil d'administration du Comité de Promotion Économique de St-Ferdinand.

Permettez moi de réagir à la position de votre organisme dans le dossier du projet éolien de l'Érable.

D'emblée je suis déçu de l'attitude du CDPÉ qui n'a pas cru bon d'accorder une audience au Regroupement pour le développement durable des Appalaches (RDDA). Je vous rappelle que le mandat du RDDA est d'informer et de sensibiliser les citoyens ou groupes de citoyens sur les véritables impacts et enjeux de l'implantation d'éoliennes industrielles en milieu habité, en plus de proposer des alternatives respectueuses des gens et de l'environnement en accord avec les principes d'un véritable développement durable. Il eut été de la plus élémentaire des politesses et un gage de respect envers les citoyens directement touchés par ce projet que d'acquiescer à cette demande du RDDA. Le CDPÉ donne raison au RDDA qui déplore le manque de concertation et de consultation de la population depuis le début de ce projet d'implantation d'éoliennes industrielles dans le milieu.

Vous présumez que les gens situés à proximité des éoliennes devraient être dédommager et recevoir une compensation financière afin d'éviter la controverse. C'est bien mal connaître la situation qui prévaut actuellement. Les résidents du parc projeté ne demandent ni ne veulent de compensation, ce qu'ils veulent n'a pas de prix et ne s'achète pas; la qualité de vie, la santé, la sécurité, la préservation du patrimoine paysager, une occupation humaine du territoire, le respect de l'environnement, etc. Ce qu'ils veulent c'est que le développement de l'énergie éolienne ne se fasse pas en milieu habité. Ste-Luce et Aguanish ont compris cela et ont refusé un tel modèle de développement industriel en milieu habité, par contre les projets de la Seigneurie de Beaupré et de la Matapédia se feront parce que les résidences les plus proches sont à une dizaine de kilomètres et que personne n'a contesté les impacts de ces parcs.

Le CDPÉ traite le projet éolien de l'Érable selon la seule perspective économique. Le CDPÉ « souhaite, croit et considère » que les retombées économiques seront positives mais ne se base sur aucune recherche ni étude pour étayer ses propos. Le CDPÉ, pas plus que tout autre organisme local ou régional, n'a reçu l'assurance ou des garanties du promoteur quant aux retombées locales. Quoique réelles pendant la phase de construction les retombées demeurent secondaires, l'exploitation de ce modèle de parc industriel n'a pas d'incidence profonde sur la revitalisation des territoires et n'exerce aucun réel effet de levier sur l'économie de la région. L'expérience des parcs éoliens existant au Québec démontre que l'on a sacrifié le développement régional à long terme sur l'autel de la rentabilité immédiate; le boom économique pressenti n'a jamais eu lieu.

Au niveau de l'emploi la MRC de l'Érable, à part Québec et Gatineau, a le plus bas taux de chômage au Québec. Je demande aux membres employeurs du CDPÉ quelle est la longueur de leur liste de recrutement? Ce qui manque à St-Ferdinand et à la région ce ne sont pas des emplois mais des gens pour combler ceux déjà existants dans la MRC et ce n'est certainement pas la venue d'un parc éolien industriel qui va attirer des gens dans la région, bien au contraire, plusieurs ont déjà mis leur résidence en vente et plus nombreux sont ceux qui veulent fuir si le projet se réalise. La grande séduction de St-Ferdinand c'est sa qualité de vie associée à son lac et à ses montagnes.

Le CDPÉ n'a pas jugé bon de se pencher sur les impacts négatifs majeurs de ce modèle de parc industriel en milieu habité; impacts sur la santé dus aux bruits, infrasons, effets stroboscopiques et tensions parasites, l'altération majeure des paysages, impacts sur l'occupation du territoire, impacts environnementaux dont la ressource hydrique, impacts des ondes électromagnétiques sur les communications, l'absence de véritable consultation publique et les nombreux conflits d'intérêt tout au long du processus décisionnel, la non acceptabilité et la fracture sociale engendrée par le projet, impact sur le tourisme, le financement de ce modèle industriel à même la facture d'électricité des québécois, la fuite des profits vers l'étranger, les maigres redevances, la dévaluation marchande des résidences, les exagérations du promoteur pour vendre son projet, etc.

A défaut de ne pouvoir analyser le projet dans son ensemble, par respect pour les résidents de la zone touchée par le projet et pour ne pas exacerber davantage le déchirement social dans la communauté et par principe de précaution le CDPÉ avait la possibilité d'user d'un devoir de réserve dans sa position face au projet. Les membres du CDPÉ ne peuvent prétendre à adopter une position basée exclusivement sur des considérations économiques incertaines et sans tenir compte des pertes réelles sur les aspects humains, sociaux, environnementaux et patrimoniaux.

J'invite les membres du CDPÉ à consulter sur le site du BAPE toutes les transcriptions des audiences publiques tenues à Plessisville et St-Ferdinand afin d'avoir un portrait global des préoccupations des citoyens, à consulter également les brochures suivantes produites par le Ministère des Affaires Municipales (MAMR) : « *Guide d'intégration des éoliennes au territoire* » et « *Les Orientations du gouvernement en matière d'aménagement; pour un développement durable de l'énergie éolienne* ». Je suggère au CDPÉ de se familiariser avec la *Loi sur le développement durable du Québec* (L.Q. 2006, c.3) et d'en intégrer les principes dans le cadre de son mandat, de façon à mieux refléter dans la réalité les notions de qualité de vie, de protection de la santé et de véritable progrès durable.

Oui à l'énergie éolienne mais pas à n'importe quel prix, n'importe où et n'importe comment?
Les territoires non habités situés au nord du St-Laurent représentent 85-90% du potentiel éolien au Québec et sont seuls susceptibles d'accueillir un tel modèle de développement éolien industriel.

Le RDDA est prêt à vous rencontrer selon votre disponibilité afin de dresser un portrait à jour des plus récentes recherches et études sur les impacts de l'industrie éolienne en milieu habité.

Veillez agréer mesdames, messieurs, l'expression de mes sincères salutations,

Claude Charron